

La notion *empowerment* entre appropriation et instrumentalisation – illustrations camerounaises

Elisabeth Hofmann,
Maître de conférences
Université Bordeaux Montaigne (STC/IATU) et LAM (UMR CNRS 5115, Sciences
Po Bordeaux),
Chaire UNESCO sur la formation de professionnel/-les de développement
durable,
Réseau et association Genre en Action (genreenaction.net)

Université Bordeaux Montaigne
Domaine universitaire,
Esplanade des Antilles
33607 Pessac cedex
France

elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr

Résumé : Pour comprendre les controverses et les débats que suscite l'intégration de la notion d'*empowerment* dans les discours dominants sur le développement, il convient tout d'abord de retourner aux origines du concept avant de comparer la manière dont les acteurs publics et de la société civile de notre terrain d'étude, le Cameroun, se positionnent aujourd'hui par rapport à cette notion. Nous nous intéressons à la manière dont cette notion est investie par des actrices militantes, comment ces dernières se la sont appropriées, la considèrent et l'utilisent, quelles critiques elles en font. Elles « jonglent » entre le pragmatisme que la nécessité de la recherche des fonds pour l'action associative impose et les valeurs et convictions qui animent leur engagement. La posture face à une notion fortement galvaudée par son instrumentalisation, comme l'est celle de l'*empowerment* permet d'aborder la complexité de ces positionnements qui se caractérisent fréquemment par des équilibres très fragiles, mais aussi une réelle agentivité dans ce jonglage terminologique.

Publié dans : dans : El Moujaddidi, N., et al (dir), « Genre et développement humain », FSJES, Rabat, novembre 2016.

Le terme *empowerment*, présent dans de nombreux textes sur le développement, fait parti de ces mots à la mode (*buzz words*) dont les définitions sont multiples. Salué par les un-e-s pour l'accent mis sur la notion de « pouvoir », critiqué par d'autres comme Cheval de Troie du néo-libéralisme, l'*empowerment* est aujourd'hui de fait très lié aux discours sur le genre. Malgré ou peut-être grâce à cette multiplicité d'acceptions, le terme apparaît aussi bien sur les sites d'ONG que dans des documents onusiens et des publications scientifiques. Dans le contexte africain où la question des mobilisations en faveur des droits des femmes se pose en termes d'internationalisations et de stratégies d'extraversions (Latoures, 2009), l'introduction d'un « nouveau » terme suscite des jeux de positionnements à son égard. Dans le monde francophone, les enjeux autour de ce terme se complexifient par le défi que pose sa traduction. Pour regarder de plus près l'utilisation de ce terme ainsi que les dynamiques et controverses qui en émergent, il est instructif d'étudier son utilisation dans un pays avec deux langues officielles, l'anglais et le français, en l'occurrence le Cameroun.

Histoire, déclinaisons et enjeux linguistiques de la notion *empowerment*¹

La notion d'*empowerment* est apparue dans les années 60, le terme est alors utilisé dans le mouvement noir émancipateur nord-américain des années 70. Il sera repris par exemple au Canada dans des domaines comme la santé publique des populations indiennes et par les mouvements de femmes latino-américaines. La « pédagogie des opprimés » que Paolo Freire décrit en 1970 renvoie à la notion d'*empowerment* par l'acquisition d'une conscience critique : transformation des consciences par l'éducation comme pratique de la liberté : « l'humain est capable de réflexion et d'action pour transformer sa situation, pour se libérer ». C'est aux mouvements féministes des pays des Suds², notamment de l'Inde, que l'on doit l'apparition formelle du terme *empowerment* dans le champ du développement international. Partant de l'échec du modèle de développement orthodoxe *top down* et androcentrique, le réseau *DAWN* (*Development Alternatives with Women for a New Era*, « alternatives pour le développement avec les femmes à l'aube d'une ère nouvelle »), créé à Bangalore en 1984 par des féministes (chercheuses, militantes...), a pour objectifs de mettre en avant les principes d'une nouvelle approche « genre et développement ». Elle sera rapidement libellée « approche *empowerment* » (Moser, 1989 ; Batliwala, 1993, 1994 ; Jain, 2009) et plusieurs auteures la théorisent de manière plus ou moins contextualisée : Naïla Kabeer en Asie, Magdalena León en Amérique latine, Sarah Longwé, etc. La diaspora joue également un rôle important dans le développement du concept et sa transposition dans des contextes culturels très différents.

Dès la fin des années 1970, ce terme entre petit à petit dans le discours des organisations internationales de développement où il occupe aujourd'hui une place de choix, ce qui alimente – entre autres – les vives critiques dont il fait l'objet aujourd'hui.

¹ Voir aussi Marius, Kamala, *Les inégalités de genre en Inde au prisme des études féministes postcoloniales*, Karthala/IFP/UBM, 2015. Le présent travail a été d'ailleurs nourri par un travail comparatif Inde-Cameroun qui a été fait en collaboration avec Kamala Marius.

² Le terme « des Suds » est utilisé dans ce texte non pas dans un sens géographique, mais comme traduction (imparfaite) de la notion en anglais « Global South ». Il désigne des pays appelés dans le passé « pays en développement », le pluriel soulignant leur diversité.

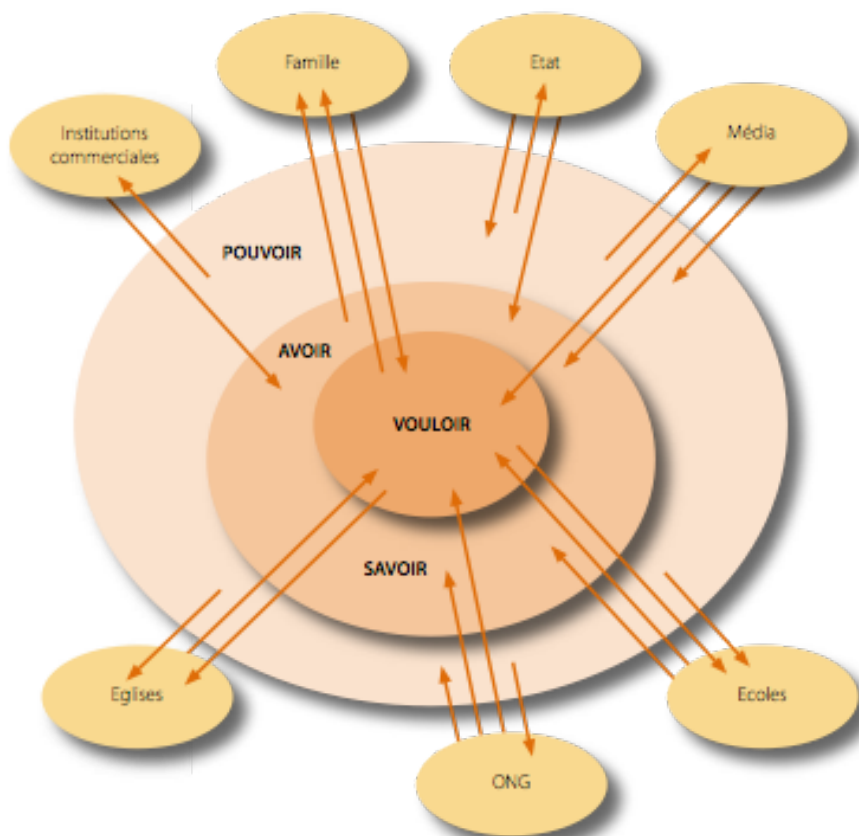
Pour les défenseur-e-s de la notion d'*empowerment*, sa pertinence vient de sa multi-dimensionnalité car malgré certaines avancées en termes d'égalité des femmes, les réalités sont toujours préoccupantes : Beaucoup de femmes sont peu ou pas instruites, sans contrôle de fertilité et sans ressources propres, menacées ou victimes de violences et – dans un nombre toujours considérable de pays – avec un statut légal inférieur à celui des hommes. L'éducation des filles apparaît comme une condition sine qua non pour l'*empowerment* des femmes, mais malgré les améliorations du taux de scolarisation des filles, la qualité de l'enseignement et les conditions dans lesquelles beaucoup de filles apprennent restent très insatisfaisantes. Les organisations de femmes des Suds sont encore souvent fragiles et en proie à des instrumentalisation politiques. Face à ces quelques aspects très variés, une notion multi-dimensionnelle exerce un attrait par son inclusivité.

Au-delà de la multiplicité de facteurs qui peuvent s'y insérer, l'*empowerment* tel qu'il est défendu par DAWN, fait référence à deux dimensions complémentaires et articulées entre elles : La dimension individuelle concerne le pouvoir qu'une femme peut avoir sur sa propre vie et sa capacité de décider au sein du couple, de la famille, de la société ; celle collective renvoie au pouvoir des groupes (de femmes ou mixtes) dans une vision collective de changement social, de plus de justice sociale pour les femmes et les hommes.

La notion d'*empowerment* peut se décliner de différentes manières pour guider l'analyse ou la conception et l'évaluation de projets de développement. Parmi ces déclinaisons, celle de la coopération belge modélise le changement social en termes de genre par un renforcement de quatre aspects de l'*empowerment* (CHARLIER, CAUBERGS, 2001) :

- Avoir : le pouvoir économique ainsi qu'une meilleure santé, un gain de temps, l'accès à certains services comme le crédit, l'information et la formation, des centres de santé, le marché, etc. ;
- Savoir et savoir faire : les connaissances ou compétences pratiques et intellectuelles et l'application de ces connaissances, leur traduction en actions ou en ressources ;
- Vouloir : la force psychologique, les valeurs, la confiance en soi, l'image de soi, la prise de conscience de son propre projet de vie ainsi que des défis qui se posent à sa communauté, l'état d'esprit (être) et la capacité de l'utiliser vers l'autre (savoir-être) ;
- Pouvoir : la possibilité de prendre des décisions pour soi-même et pour les autres, d'assumer sa responsabilité, d'être libre dans ses actes et d'utiliser les ressources qui découlent de l'avoir, du savoir et du vouloir.

L'*empowerment* n'est donc pas un état à atteindre, mais un processus non-linéaire que des politiques ou projets de développement cherchent à renforcer. Le schéma suivant illustre l'articulation des dimensions de l'*empowerment* avec les acteurs sociaux. A travers les différentes flèches, il montre les influences des différents types d'acteurs sur les différents aspects de l'*empowerment* et met aussi en avant les répercussions de l'*empowerment* en termes de transformations sociales et sociétales.



Source : Recherche Empowerment ATOL, 2002

En dehors de la sphère anglophone, la notion d'*empowerment* est sujette à d'importants enjeux linguistiques. En tant que néologisme, il peut susciter spontanément une certaine appréhension et une barrière à sa compréhension et son appropriation. En tant que terme anglais difficile à traduire (voire ci-dessous), il est potentiellement source d'appréhension, notamment dans la sphère linguistique francophone.

La forme du mot souligne d'emblée la référence à un processus : la préfixe « em » et la suffixe « ment ». En mettant l'accent sur la qualité « processus », cette notion ne fait pas référence à un idéal prédéterminé qui serait au bout d'une trajectoire prétracée, mais ce sont les avancées relatives qui se trouvent au cœur de l'attention. Cet accent sur les changements relatifs, plutôt que sur la finalité donne à l'*empowerment* une dynamique contextuelle qui en représente un atout majeur : peu importe le point de départ, ce sont les améliorations relatives, ressenties telles quelles par les premières concernées qui se trouvent au cœur de la notion. Cette caractéristique est en effet centrale, complétée par sa multidimensionnalité et la vision non-linéaire de l'évolution qui sont clairement annoncées. Cette nature complexe de l'*empowerment* a séduit beaucoup d'acteurs de la société civile qui y voient la possibilité de combiner des besoins pratiques avec des intérêts plus stratégiques, dont celles politiques. Mais cette complexité a aussi introduit un certain flou qui en fait un « mot valise » que chacun-e remplit à sa guise, ce qui l'expose à des tentatives d'instrumentalisation.

Concernant la traduction dans d'autres langues, il faut bien évidemment tenir compte du fait que la propension pour la création de néologismes est variable d'une sphère linguistique à une autre. Alors qu'en zone hispanophone, le néologisme « empoderamiento » co-existe avec le terme « capacitation » qui est aussi parfois utilisé comme traduction d'*empowerment*, en français, le terme reste difficile à traduire en un seul mot. Abstraction faite des réserves de principe par rapport aux néologismes, au cœur du problème de traduction se trouve aussi l'acceptation du terme « power » en anglais, comparé à celle de « pouvoir » en français. A part la traduction évidente - pouvoir - Larousse³ propose : puissance, force, autorité, capacité, faculté, courant, énergie. « Power » est un terme a priori plus large que « pouvoir » en français et ce dernier terme a potentiellement une connotation de domination versus subordination, qui lui confère une compréhension pouvant être perçue comme péjorative.⁴

Dans beaucoup de publications, le recours au terme anglais est évité par des traductions, dont la plus utilisée est « autonomisation ». Bien que très répandu, ce terme ne fait pas de consensus, pour différentes raisons : premièrement, son accent fort sur l'individu fait craindre la « perte » de la dimension collective de l'*empowerment*. Ensuite, la traduction d'*empowerment* par « autonomie » comporte tout de même un changement de registre. Certaines évaluations de projet d'*empowerment* qui mettaient l'accent sur l'autonomie ont révélé que parmi les femmes qui avaient les meilleurs résultats se trouvaient de nombreuses veuves. Cet exemple montre que l'apparence d'autonomie peut aussi cacher des formes de marginalisation ou d'exclusion d'un tissu social pourtant central dans le fonctionnement des sociétés, notamment celles plus traditionnelles. Dans ce sens-là, l'autonomie peut ne pas être source de pouvoir, ce qui souligne le risque d'un changement de focus avec le terme autonomisation par rapport à celui d'*empowerment*.

Si plusieurs auteurs soulignent qu'il ne faut pas en attendre les transformations politiques radicales promises et que l'on doit revoir nos attentes à la baisse (Standing, 2004 ; Davids et al. 2014), selon Calvez (2014), la plupart s'accordent sur le fait que l'adoption massive du discours sur l'*empowerment* des femmes aura au moins eu comme effet positif de créer des ouvertures afin de placer sur « l'agenda du développement » des enjeux qui en étaient exclus : la violence faite aux femmes, l'accès inégal à la terre, au crédit et autres ressources, leur faible représentation dans les instances politiques (Cornwall et Anyidoho, 2010) ...et de tirer l'attention sur le lien entre ces différents éléments.

Suite à nos recherches sur les mouvements féministes africains et les clivages qui peuvent exister entre des sphères linguistiques, notamment anglophones et francophones, le Cameroun, en tant que pays bilingue se prêtait à une analyse particulièrement intéressante. La notion d'*empowerment* a été alors choisie comme un terme fortement plébiscité depuis la conférence de Pékin en 1995, mais qui représente ce défi de la traduction en français, notamment. Comment un pays bilingue investit une telle notion d'un point de vue politique publique, mais aussi concernant la société civile ? Comment cette dernière se saisit de cette approche pour poursuivre ses fins et comment cette approche a pu influencer ses modes

³ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/anglais-francais/power/603455>

⁴ Lors d'une étude du projet de « marrainage » mené par la Maison Internationale de Rennes (France) en 2006, les marraines en question étaient gênées par le terme « pouvoir » ; elles disaient d'elles-mêmes d'avoir de la responsabilité, d'être engagée, mais non pas de détenir du pouvoir.

d'action et son discours ? C'est sur cette base que les questionnements sur la notion d'*empowerment* pouvaient nous faire avancer sur la piste d'une meilleure compréhension des dynamiques de mobilisation en faveur des femmes, leurs droits et l'égalité de genre.

Le contexte camerounais

Le Cameroun est un pays bilingue en Afrique de l'Ouest, avec une certaine dominance de la langue française : seulement deux des dix régions du Cameroun sont considérées comme anglophones et les estimations indiquent que 80% de la population est francophone⁵. Yaoundé, la capitale, se situe dans la partie francophone ce qui est sans doute parmi les facteurs qui expliquent une certaine prépondérance du français dans l'administration, dans les médias, etc.⁶. Le bilinguisme touche effectivement peu de personnes dans ce pays ou encore 27 % des habitants ne sont pas lettrés⁷ : en 2005, 11,6 %, ont déclaré savoir lire et écrire tant en français qu'en anglais, (14,1 % chez les hommes contre 9,3 % chez les femmes).⁸ Le résumé courant - « le pays est bilingue certes, mais les citoyens ne le sont pas »⁹ - traduit la réalité d'une certaine marginalisation des anglophones et le fait que le bilinguisme était longtemps vu comme « la préoccupation d'une minorité d'intellectuels »¹⁰. La deuxième ville du pays, Douala considérée « capitale économique » est en zone anglophone où l'on parle selon les dires des francophones le « business English ».

Malgré ces nuances, il est évident que le Cameroun est un pays plus ouvert aux influences anglo-saxonnes que des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest. Ceci se traduit par exemple dans les associations de femmes par un taux de francophones nettement supérieur que dans les autres pays africains ayant le français comme langue officielle. Ces francophones ont acquis une certaine maîtrise de l'anglais et une habitude de naviguer entre les deux langues (à titre d'exemple, le Ministère de la promotion de la femme et la famille a fait le choix de publier ses documents dans les deux langues, si possible dans une même édition, de façon à ce que le texte dans une des langues figure devant dans le livre et le même texte dans l'autre langue commence au verso, en tournant le livre de 180°).

Le Cameroun fait parti des pays considérés comme « stables » dans une sous-région qui l'est beaucoup moins. Le président, Paul Biya assure sa fonction depuis 1982 (34 ans) et semble vouloir briguer un prochain mandat. Le pays a connu un « retour au multipartisme » en 1990, mais les observateurs critiquent un « pluralisme de façade ». Les libertés fondamentales ne sont pas toujours garanties, les « arrangements » avec le pouvoir en place sont courants. C'est un pays marqué par la présence de différents groupes ethniques dont

⁵ TANANG Patrice, MIMCHE Honoré, EFON Hervé, « Dynamique des langues nationales et officielles au Cameroun de 1987 à 2005 » (http://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=24286&no_artiste=18165, consulté le 4/04/2016)

⁶ TANANG Patrice, EFON Hervé, « Les dynamiques démolinguistiques au Cameroun de 1960 à 2005 : un éclairage à travers les données des recensements », (http://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/rr_cameroun_19602005_final2_web.pdf, consulté le 4/04/2016)

⁷ <http://www.cm.undp.org/content/cameroon/fr/home/countryinfo/> (consulté le 4/04/2016)

⁸ op cit. p. 64-65.

⁹ Sa'ah François GUIMATSIA, « Le bilinguisme officiel camerounais: un dangereux alibi ou une chance inouïe ? » (http://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=24286&no_artiste=18165, consulté le 4/04/2016)

¹⁰ Ibid

une particulièrement représentées dans la sphère économique, et par une co-existence de normes modernes et traditionnelles. Avec un IDH avoisinant 0,5, le pays est classé 153^e, mais son importante structuration sociale se traduit aussi par de fortes inégalités (l'IDH de 2014 perd 34% de valeur lors de son ajustement aux inégalités et tombe de 0,512 à 0,344)¹¹ avec des hiérarchies très visibles et explicitement entretenues. Les typologies habituelles - urbain-rural, catégories socio-professionnelles, etc. - ont des contours flous : beaucoup de personnes vivant en ville rentrent très régulièrement dans leur village d'origine où ils cultivent encore de la terre, entretiennent un petit commerce, etc. et c'est là où se situe le tombeau familial ; pratiquement tou-te-s les camerounai-se-s s'adonnent à plusieurs activités professionnelles, par exemple les fonctionnaires poursuivent aussi une ou plusieurs activités commerciales ou agricoles, etc.

Méthodologie et collecte de données

La collecte de données pour cette recherche s'est étalée de 2013 à 2016, à l'occasion de quatre séjours à la capitale (qui se situe en zone francophone) uniquement, complétée par l'analyse de documents de communication et de sites des associations de femmes et du ministère de la promotion de la femme et de la famille. Des entretiens auprès de 6 leaders féministes¹² ont permis de retracer leurs parcours de vie et de recueillir leurs auto-analyses sur les éléments décisifs dans leur trajectoire vers l'activisme et le leadership féministes¹³. Ces mêmes militantes ont aussi partagé leurs visions de l'*empowerment*.

L'observation participante de différents événements (table ronde d'une campagne pour des quotas en politique, réunion d'une association de femmes d'un quartier de Yaoundé, « book launch » d'une chercheuse juriste, etc.) a permis de recueillir des éléments informels, d'observer les rapports sociaux à l'œuvre, de « sentir l'ambiance ». Une autre opportunité d'approfondir notre compréhension du milieu des associations de femmes, droits de femmes ou féministes au Cameroun a été une sollicitation pour appuyer la rédaction de l'ouvrage « GENRE, LEADERSHIP ET PARTICIPATION AU CAMEROUN (1931-2013) *LE CAMEROUN SUR LE CHEMIN DE LA PARITE* » qui devait faire office d'un « audit genre ». Les échanges qui ont eu lieu à ces occasions ont été riches d'enseignements sur des questions terminologiques, d'argumentation et de positionnement par rapport à des concepts, des approches et des notions théoriques. Un dernier élément de collecte de données a été l'opportunité d'un entretien (relativement bref) avec la Ministre de la promotion de la femme et de la famille ainsi qu'avec la responsable des traductions dans son cabinet.

L'ensemble de cette collecte de données et leurs analyses s'est fait aussi à la lumière de notre propre expérience militante, de coordination d'un réseau francophone internationale sur genre et développement et de plaidoyer auprès de pouvoirs publiques à différents niveaux. Inspiré des méthodes de recherche féministe, les résultats de nos recherches représentent des « savoirs clairement situés », tels que théorisés entre autres par Harding¹⁴.

¹¹ PNUD, Rapport de développement humain 2015, http://www.cm.undp.org/content/dam/cameroon/docs/Publications/2015_human_development_report_overview_fr.pdf?download (consulté le 10/04/2016).

¹² Des femmes qui se qualifiaient elles-mêmes de leaders féministes

¹³ Les résultats de l'analyse de ces récits autobiographiques feront l'objet d'une publication ultérieure.

¹⁴ HARDING, Sandra (Ed.). (1987). « Feminism and methodology ». Bloomington: Indiana University Press.

L'empowerment à la camerounaise

Le Cameroun fait partie des pays caractérisé par un féminisme d'état qui s'exprime à travers un discours fortement empreints d'éléments essentialisants, du moins en français. En effet, la co-existence de registres langagiers qui diffèrent selon la sphère linguistique en question est remarquable. A titre d'exemple, le « Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille » s'appelle en anglais « *Ministry of Women's Empowerment and the Family* ». La Ministre en personne reconnaît que le terme *empowerment* est très fort en anglais, alors que « promotion de la femme » l'est moins en français. Elle explique que pour « se faire comprendre », les traductions littérales sont impossibles. Pourtant, il s'agit de deux termes dont l'utilisation simultanée peut être étonnant : contrairement à « *empowerment* », le terme « promotion de la femme » est un terme qui suggère une passivité des femmes qui font l'objet d'une « promotion ». L'utilisation du singulier – « la femme » – est un autre aspect qui mérite de l'attention. Les critiques des courants féministes essentialistes qui ont tendance à « naturaliser » les différences femmes-hommes ont depuis longtemps plébiscité l'utilisation du pluriel : parler « des femmes » revient à reconnaître et à souligner leur diversité. Dans les versions françaises des publications onusiennes, le terme « promotion de la femme » était d'usage dans les années 80 surtout et elle a été modernisée petit à petit par des expressions comme « promotion de l'égalité des sexes », etc. L'organe onusien Division de la promotion de la femme (*Division for the Advancement of Women DAW*) qui datait de 1978, était absorbée par ONU-Femmes lors de sa création en 2011.

Avec la conférence de Pékin 1995, le terme genre a trouvé son entrée dans les publications francophones officielles, y compris au Cameroun. Quant à *l'empowerment*, objectif qui faisait consensus à Pékin, cette importation d'un terme étranger a parfois suscité des critiques au Cameroun, par exemple avec l'argument qu'il ne correspondrait pas à la culture locale¹⁵. Sa traduction en français a fait l'objet de variations multiples, au Cameroun comme ailleurs dans la sphère francophone. A titre d'exemple, dans le rapport pays « Evaluation de la mise en œuvre de la plate forme d'action de Beijing au Cameroun 20 ans après » (2015), le terme *empowerment* est traduit par « autonomisation ».¹⁶

Alasah (2008) met en avant que le terme *empowerment* est souvent mal compris et mal interprété.¹⁷ Pour ce qui est de l'ouvrage « GENRE, LEADERSHIP ET PARTICIPATION AU CAMEROUN (1931-2013) *LE CAMEROUN SUR LE CHEMIN DE LA PARITE* », publié par l'association *More Women in Politics*, un acteur de la société civile, on remarque l'utilisation du terme *empowerment* en anglais, sans traduction dans ce texte en français.

¹⁵ Alasah, Akogutuh A. (2008) « Women's empowerment and community development in Cameroon. A case study of NGOs and women's organisations in the Northwest Province ». *University of Southampton, School of Social Sciences, Doctoral Thesis*, 262pp.

¹⁶ Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille République du Cameroun, (2015), « Evaluation de la mise en œuvre de la plate forme d'action de Beijing au Cameroun 20 ans après ».

¹⁷ Alasah, Akogutuh A. op cit.

CHAPITRE PRELIMINAIRE : COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT DE L'AUDIT POUR AGIR EFFICACEMENT

SECTION IV- DES MOTS, CONCEPTS ET NOTIONS POUR CONSTRUIRE L'EGALITE ET LE GENRE

A - La discrimination

B - Le genre

C - Le développement personnel →

D - La justice de genre

E - La démocratie et la gouvernance

C - Le développement personnel

« **Empowerment** » au milieu des termes suivants :

La confiance en soi

L'affirmation de soi

L'assertivité

La résilience

Le leadership

Comme indique l'encadrement ci-dessus, le terme *empowerment* est abordé explicitement dans la section consacrée aux mots, concepts et notions du chapitre préliminaire, par un paragraphe dédié. Il figure dans le sous-chapitre consacré au développement personnel au milieu d'une liste de d'autres termes, sans faire mention de la dimension collective de cette notion. Dans cet audit, aucune mention n'est faite d'obstacles linguistiques au Cameroun, ni plus spécifiquement concernant la terminologie sur le genre.

Les auteurs de cet ouvrage sont en majorité issus du milieu universitaire, ce qui peut expliquer que l'utilisation du terme *empowerment* ait été préférée à des traductions qui peuvent sembler réductrices conceptuellement. Il est de même dans les milieux intellectuels proches de l'expertise, comme en témoigne l'article de Yossa Thaddée intitulée « Prétentions des programmes de microcrédit et *empowerment* des femmes rurales au Cameroun : Jusqu'où peut-on aller ? ». ¹⁸ Il utilise le terme pour traduire les objectifs de renforcement du pouvoir économique des femmes et de leur participation à la gestion publique.

Dans la thèse de Alasah sur *empowerment* dans la province Nord-Ouest du Cameroun, le constat est similaire : *Empowerment* pour des femmes du Nord-ouest est un moyen pour améliorer leurs vies de tous les jours, l'association qui les soutient poursuit essentiellement l'intention d'améliorer leur statut socio-économique. ¹⁹ D'autres, comme *More Women in Politics* qui agit dans toutes les provinces, mettent l'accent sur la participation politique, mais au fond, les questions des rapports de pouvoirs inégaux ou des sujets culturellement sensibles comme le contrôle de sexualité des femmes sont très rarement abordés au Cameroun.

Au niveau des acteurs des associations et ONG, l'attitude est surtout marquée par le pragmatisme : « Si dans un call, on mentionne *empowerment*, on le place dans le *proposal*, c'est normal, on doit rentrer dans les clous. De toutes façons, personne n'est contre *empowerment*, d'une façon ou d'une autre, ça nous parle à toutes ». Au sujet de la critique de l'instrumentalisation du terme par les acteurs bi- et multilatéraux, ces leaders ne se font guère d'illusion et insistent sur le clivage courant entre le discours et les actes au sein des

¹⁸ http://www.academia.edu/9310233/Prétentions_des_programmes_de_microcrédit_et_empowerment_des_femmes_rurales_au_Cameroun_Jusquoù_peut-on_aller (consulté le 3/04/2016)

¹⁹ Alasah, op.cit.

acteurs institutionnels. Ces dirigeantes associatives ont investi le terme « *empowerment* » dans la ferveur post-Pékin et s'en servent à bon escient, en fonction de leur vis-à-vis, faisant preuve d'un fort pragmatisme.

Elles adaptent leurs registres langagiers selon la langue et les interlocuteurs, et ceci dans certaines limites : elles emploient les termes d'« *empowerment* » et de « genre » quand ça semble propice, mais ces termes étaient absentes de la réunion de l'association de femmes d'un quartier à laquelle nous avons assistée. A titre de comparaison, l'utilisation du terme féminisme n'a jamais été observée dans les occasions publiques, alors que les leaders féministes interviewés l'utilisent et l'assument dans le contexte de l'entretien de recherche avec nous, chercheuse européenne. Elles expliquent ce changement de terminologie par la crainte que le terme féminisme soit perçu par des hommes et des femmes comme menaçant à l'égard des hommes.

Cette habilité de composer avec les susceptibilités des hommes a été aussi défendue par plusieurs interlocutrices comme une force, voire un pouvoir des femmes. Certaines mettent en avant l'utilisation d'une stratégie, qui viserait à entretenir l'apparence d'une domination masculine qui masquerait la réalité de la force de l'influence grandissante des femmes. « La barbe dit tout haut dans la journée ce que les tresses lui ont soufflé la nuit » est un des adages qui reçoivent un fort acquiescement de la part d'hommes et de femmes quand utilisés pour expliquer à la chercheuse blanche la subtilité de la répartition des pouvoirs réels au Cameroun aujourd'hui. Cette remarque rappelle les allusions au pouvoir qu'auraient les femmes « sur l'oreiller », dans la sphère privée, implicitement lié à la sexualité, et qui leur permettrait d'influencer à leur guise les processus décisionnels qui s'opèrent dans la sphère publique. C'est en effet une forme de mythe entretenu également par des stéréotypes et blagues sexistes en Europe et dans d'autres sphères culturelles. Pour l'analyse des processus d'*empowerment* au Cameroun (et ailleurs), l'évocation très répandue de ces pouvoirs cachés des femmes implique une mise en garde concernant l'analyse des processus décisionnels. En effet, lors de ces processus de prise de décision, le dernier mot décisif n'arrive qu'à la fin, après des échanges parfois multiples et variés qui l'ont précédés. Cette phase avant la prise de décision peut en effet osciller entre les sphères publiques et privées et il ne faut sans doute pas ignorer les opportunités d'éventuelles prise d'influences que les femmes y peuvent saisir. De tels équilibres entre un pouvoir d'apparence ancré entre des mains masculines et des prises d'influences féminines subtiles et invisibles de l'extérieur restent pourtant assez éloignées de ce que l'on pourra qualifier d'*empowerment* selon ses définitions courantes.

Les modes changeants des termes qui évoluent sont mentionnés avec beaucoup de distance par les personnes interviewées. A titre d'illustration, d'autres termes relativement récents, comme « justice de genre »²⁰, etc. entrent parfois dans les discours, mais restent surtout confinés au milieu intellectuel. Le terme *empowerment* a été utilisé par exemple dans la table ronde d'une campagne pour un quota de femmes en politique, même si ce n'était que marginal, celui de « participation politiques de la femme » restant au centre des discours. Le ministre de la communication qui a été présent à cette occasion a d'ailleurs répliqué que le pouvoir doit « s'arracher », qu'il ne peut pas s'acquérir autrement.

²⁰ Ce terme a été introduit en français surtout par Maitrayee Mukhopadhyay et Navsharan Singh, Justice de genre, citoyenneté et développement », CRDI, Harmattan, 2009.

Toujours du point de vue des leaders féministes, la rhétorique institutionnelle sur l'*empowerment* s'est traduite certes par un désenchantement après les espoirs suscités par la plateforme d'action de Pékin, mais aussi par de réelles ouvertures : des ressources, des engagements, et de multiples initiatives qui, aussi imparfaites soient-elles, ont créé des opportunités dont les femmes ont su se saisir individuellement ou collectivement pour faire valoir leurs droits et s'affirmer dans la sphère familiale, sur la scène politique, ou même au sein de groupes religieux (Adjamagbo et Calvès, 2012). Personne ne se fait d'illusion, toutes reconnaissent le caractère de « mot valise » du terme *empowerment*, plus personne ne défend avec véhémence le caractère subversif que certaines ont voulu y voir dans les années 80 et 90. Avec le temps, les Camerounaises ont toutefois acquis une capacité d'utilisation habile de cette « valise », qui est « adaptable » aux circonstances et aux interlocuteurs, tout en gardant un caractère inclusif qui englobe potentiellement les femmes de toutes classes et catégories. La dimension résolument multisectorielle de la notion – entrepreneuriat, scolarisation des filles, participation politique, lutte contre les violences, etc. – en fait un terme clairement « pratique » dans une approche projet. Comme l'explique plusieurs des interlocutrices, un objectif comportant le terme *empowerment* peut habilement figurer dans le cadre logique d'une demande de financement, à décliner par des indicateurs objectivement variables de nature très diverse.

Si ce « mot valise » a sans aucun doute perdu de la force qui lui était attribuée à Pékin et peine à bien s'installer dans le milieu francophone, on peut conclure que les leaders féministes ont appris à se servir de cette « valise » à bon escient et avec un habile dosage. Elles montrent une réelle agentivité dans cette jungle linguistique où elles naviguent entre une volonté de sensibilisation et d'éveil de leurs consœurs et la volonté d'utiliser des termes qui leurs parlent, avec lesquels elles peuvent s'identifier. Le cas est similaire pour le plaidoyer face aux décideurs, mobilisant des références aux objectifs internationaux (OMD, ODD, etc.) et aux engagements pris par le Cameroun (CEDEF, etc.), tout en évitant de se positionner trop explicitement sur une volonté de remise en question des structures patriarcales qui déterminent encore très largement la répartition des pouvoirs au sein de la société camerounaise aujourd'hui. L'*empowerment* reste au Cameroun ce mot valise commode qui accompagne les femmes dans leur long voyage sur la route sinueuse vers plus d'égalité.

Bibliographie :

ADJAMAGBO, A. et CALVÈS, A. (2012), « L'émancipation féminine sous contrainte », Autre part, 61, 3-21.

ALASAH, A. (2008) « Women's empowerment and community development in Cameroon. A case study of NGOs and women's organisations in the Northwest Province ». University of Southampton, School of Social Sciences, Doctoral Thesis , 262pp.

BATLIWALA S. (2007), « Putting power back into empowerment », 50.50 Inclusive Democracy,
https://www.opendemocracy.net/article/putting_power_back_into_empowerment_0

BATLIWALA, S. (1993), « Women's Empowerment in South Asia : Concepts and Practices », New Delhi (India), Colombo, Asian South Pacific Bureau of Adult Education and FAO, 54 p.

- CALVES, A. (2014), « 17. L'empowerment des femmes dans les politiques de développement : Histoire d'une institutionnalisation controversée », *Regards croisés sur l'économie* 2014/2 (n° 15), p. 306-321.
- CALVÈS, A. (2009), « «Empowerment» : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, (200) : 735-749.
- CHARLIER, S. et CAUBERGS, L. (2007), « L'approche de l'empowerment des femmes : un guide méthodologique », Commission Femmes et Développement, Bruxelles.
- CHARLIER S. (2006), « L'analyse de l'empowerment des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique », in AUROI C. et YEPEZ, I., *Economie Solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine*, Presse Universitaires UCL/IUED, Louvain la Neuve.
- CORNWALL, A. & ANYIDHO, N.A. (2010), « Introduction: Women's Empowerment: Contentions and Contestations », *Development*, 53(2): 144-149.
- FREIRE, P. (2001), « Pédagogie des opprimés, suivi de Conscientisation et révolution », (réédition) La Découverte, Paris.
- HARDING, S. (Ed.). (1987), « Feminism and methodology », Bloomington: Indiana University Press.
- KABEER, N. (2001), « Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment », in *Discussing women's Empowerment. Theory and Practice*, SIDA/Swedish International Development Cooperation Agency, Sida studies n°3, Stockholm.
- KABEER, N. et SUBRAHMANNIAN, R. (1996), « Institutions, Relations and Outcomes: Framework and Tools for Gender-Aware Planning », IDS Discussion Paper no. 357, Sussex.
- KABEER, N. (1994), « Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought », Londres, Verso, 340 p.
- LATOURES, A. (2009), « "Je suis presque féministe, mais..." Appropriation de la cause des femmes par des militantes maliennes au Forum Social Mondial de Nairobi (2007) », *Politique africaine* 2009/4 (N° 116), p. 143-163.
- LONGWE S. (1999), « Women's Empowerment (Framework) », in *A Guide to Gender-Analysis*, OXFAM, Oxford.
- Marius, K. (2015), « Les inégalités de genre en Inde au prisme des études féministes postcoloniales », Karthala/IFP/UBM.
- Mukhopadhyay, M. et Singh, N. (2009), « Justice de genre, citoyenneté et développement », CRDI, Harmattan.
- MOSER, C. (1989), « Gender Planning in the Third World : Meeting Practical and Strategic Gender Needs », *World Development*, 17: 1799-1825.
- LEON M. (1997), *Poder y empoderamiento de las mujeres (compil.)*, Tercer Mundo S.A., Bogota.
- OXAAL Z. et S. BADEN (1997), « Gender and Empowerment: Definitions, Approaches and Implications for Policy », BRIDGE, Report n°40, Sussex.
- PNUD, « Rapport de développement humain 2015 », http://www.cm.undp.org/content/dam/cameroon/docs/Publications/2015_human_development_report_overview_-_fr.pdf?download (consulté le 10/04/2016).
- GUIMATSIA, S. F. (2016), « Le bilinguisme officiel camerounais : un dangereux alibi ou une chance inouïe ? » (http://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=24286&no_artiste=18165, consulté le 4/04/2016)

TANANG, P., MIMCHE, H., EFON H. (2016), « Dynamique des langues nationales et officielles au Cameroun de 1987 à 2005 » (http://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=24286&no_artiste=18165, consulté le 4/04/2016)

TANANG, P., EFON H. (2016), « Les dynamiques démolinguistiques au Cameroun de 1960 à 2005 : un éclairage à travers les données des recensements », (http://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/rr_cameroun_19602005_final2_web.pdf, consulté le 4/04/2016)